Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard

RAPPORT ANNUEL 2018-2019

contact@peihumanrights.ca
www.peihumanrights.ca

1-902-368-4180
1-800-237-5031

53, rue Water, C.P. 2000
Charlottetown PE C1A 7N8

TABLE DES MATIÈRES

2 **Message du président**
John Rogers

4 **Message de la directrice générale**
Brenda J. Picard, c.r.

5 **Rapport de l'agent de projet d'éducation**
Thomas Hilton

7 **Activités de la Commission**
Ce que nous faisons

9 **Statistiques relatives aux plaintes**
Nombre de plaintes

10 **États financiers vérifiés**
31 mars 2019
En anglais seulement

Page couverture : Wanda Robson reçoit un billet canadien de 10 $ de 2018 représentant sa sœur, Viola Desmond, et le Musée canadien pour les droits de la personne. Source de la photo : Karla Renic, University of King's College. Pour de plus amples renseignements à propos de Viola Desmond : www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/viola-desmond

UNE FEMME ORDINAIRE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

« Aujourd'hui, lorsqu'une guide recevra un billet de 10 $ à une maison de Red Deer en Alberta, ce sera l'occasion de lui raconter l'histoire de Viola Desmond. Lorsque les employés d'une entreprise de Souris, de Summerside ou de Stratford prépareront le dépôt de nuit, ce sera l'occasion de raconter l'histoire de Viola Desmond. Partout au Canada - dans les cuisines, les écoles, les entreprises et les églises - il y aura des occasions de parler de Viola Desmond : cette femme ordinaire, issue de la fière communauté noire de la Nouvelle-Écosse, qui s'est levée pour défendre ses droits ! »

- Monique Leblanc, directrice, Région atlantique, Banque du Canada

Message du président

John Rogers

Je suis heureux de présenter le rapport annuel de la Commission des droits de la personne de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'exercice 2018-2019. Notre travail s'étend sur le territoire d'Epekwitk, soit les terres ancestrales non cédées du peuple Mi'kmaq.

Le mandat de la Commission découle de la *PEI Human Rights Act* (loi sur les droits de la personne de l'Î.-P.-É.). Le but de la Loi est l'éradication de la discrimination sur notre territoire.

La Commission a de lourdes responsabilités qui nécessitent des ressources adéquates. Elle s'efforce de remplir son mandat en mettant en œuvre un programme d'éducation, en s'occupant du règlement des plaintes, en répondant aux demandes d'information et en renseignant le gouvernement sur les tendances en matière de droits de la personne.

Malheureusement, les budgets de fonctionnement demeurent serrés depuis quelques années. Même si le manque à gagner a été compensé par des injections d'argent du gouvernement, il demeure difficile de faire une planification à long terme

Par exemple, notre budget nous a empêchés de compter sur les services d'un agent d'éducation permanent pendant de nombreuses années. Ce poste est nécessaire pour assurer la mise en œuvre efficace du programme d'éducation et pour aider à accomplir la charge de travail.

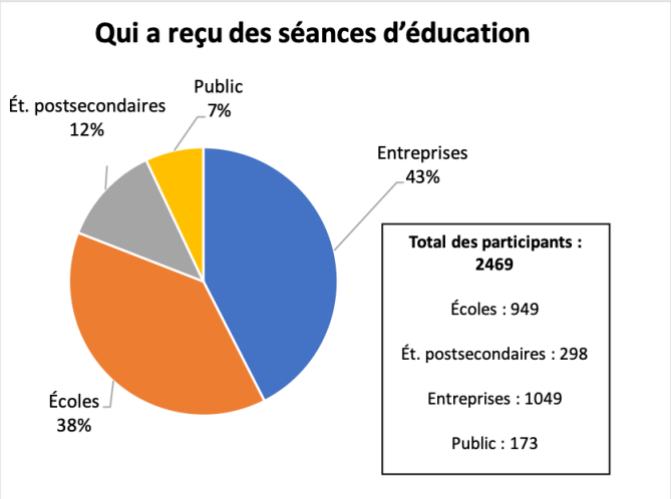
Bien qu'il faille limiter les dépenses publiques, cela demeure ultimement une question de priorité. Nous devons accorder une priorité élevée aux dépenses qui favorisent la création d'une société axée sur la compréhension mutuelle, la dignité et le respect de tous.

La charge de travail de la Commission augmente de façon considérable. Certains facteurs sociaux tels que l'afflux de nouveaux arrivants, la crise du logement, la sensibilisation à l'accessibilité et le mouvement « Moi aussi » ont mis en relief la nécessité d'agir rapidement en matière de sensibilisation et de règlement des plaintes.

Les demandes d'exposés éducatifs sont passées de soixante-six (66) en 2017-2018 à quatre-vingt-quinze (95) en 2018-2019.

La Commission a reçu plus de cinq cents (500) demandes de renseignements.

Simultanément, la Commission a continué à travailler à résoudre les plaintes officielles, lesquelles ont été au nombre de cinquante-sept (57) cette année. Bien que cette augmentation de l'activité soit positive sur le plan du développement des droits de la personne, cela impose un fardeau important aux ressources de la Commission.



Le travail de la Commission est essentiel au développement d'une société saine. Le juge Thomas Cromwell (Cour suprême du Canada) a fait la déclaration suivante dans une note de félicitations adressée à la Commission des droits de la personne de l'Î.-P.-É. à l'occasion de son 40e anniversaire :

> Notre société est ouverte à la diversité d'origine ethnique, de genre et de religion, et cela est attribuable dans une large mesure à la protection des droits de la personne. Créer une société exempte de discrimination qui accueille la différence est une tâche sans fin et le travail des commissions des droits de la personne va et doit se poursuivre, afin d'aider à forger la société à laquelle nous aspirons. (Traduction libre, Celebrating Our Journey of Human Rights, Commission des droits de la personne de l'Î.-P.-É., 2016)

Je crois que la qualité de la société de demain dépend des valeurs que nous inculquons à nos pairs aujourd'hui. La société à laquelle nous aspirons priorise la dignité et le respect de tous, soit les valeurs qui sous-tendent la *PEI Human Rights Act* (loi sur les droits de la personne de l'Î.-P.-É.).

En conclusion, j'aimerais exprimer ma gratitude au personnel de la Commission pour son dévouement et son travail acharné. Le travail de la Commission ne cesse jamais, ce qui est une bonne chose puisque cela met en relief la nature permanente de la protection des droits de la personne dans la province. Les membres de l'équipe sont Brenda Picard, c.r. (directrice générale), Jonathan Greenan (agent juridique), Lorraine Buell (médiatrice/agente d'information) et Thomas Hilton (agent de projet d'éducation).

J'exprime également ma gratitude aux commissaires actuels Carmen de Pontbriand, Joanne Ings, Lori St. Onge, Carolyn Francis et Deborah Gross ainsi qu'à George Lyle et Maurice Rio, dont les mandats ont pris fin en juillet 2018. Merci pour votre dévouement à la cause de l'avancement des droits de la personne dans la province.

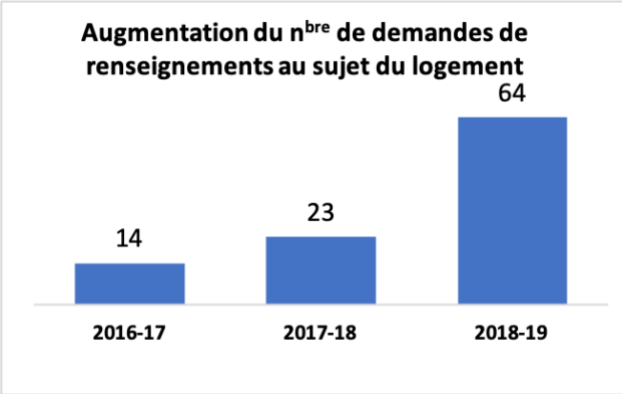
> « L'association Chartered Professionals in Human Resources PEI a été heureuse de s'unir à la Commission des droits de la personne de l'Î.-P.-É. en vue d'offrir à ses membres une séance visant à préparer nos organisations à se développer dans le nouveau contexte de la diversité. La Commission établit un environnement accueillant et sécuritaire où les participants se sentent à l'aise d'interagir et de poser des questions. L'approche fondée sur l'utilisation d'études de cas et d'exemples pour remettre en question les façons de penser a été efficace et appréciée des participants. Au sortir de la séance, ceux-ci se sentaient beaucoup plus en mesure de faire face aux situations délicates et percevaient la Commission comme une ressource pouvant aider à rendre leurs organisations plus accueillantes et bienveillantes pour tout le monde. »
>
> - Megan MacLean, BBA, CPHR, présidente, CPHR PEI Professional Development Committee Certificate Program

Message de la directrice générale

Brenda Picard, c.r.

L'éducation demeure une priorité de la Commission. Nous encourageons les gens à communiquer avec nous chaque fois qu'ils ont des questions, qu'ils soient des employés, des employeurs, des fournisseurs de services ou des personnes qui estiment avoir fait l'objet de discrimination. Cela peut se produire au travail (emploi rémunéré ou bénévole), au moment de recevoir des services de la part du gouvernement ou d'une entreprise, de louer un logement ou d'acheter un bien immobilier.

Chaque année, le nombre d'appels que nous recevons augmente. Nous aidons les gens à comprendre ce qui peut être fait pour régler leur problème, soit par eux-mêmes ou par l'entremise du processus de plainte de la Commission.



Par exemple, des inquiétudes au sujet de la disponibilité des logements ont entraîné une forte hausse des demandes de renseignements reçues par la Commission à propos de l'hébergement locatif. La discrimination potentielle dans le domaine du logement est un problème grave pour lequel nous apportons régulièrement notre aide aux Insulaires.

Nous savons que le processus de plainte ne convient pas à tout le monde et nous utilisons notre mandat éducatif pour porter les préoccupations et les problèmes actuels à l'attention de la population.

Je félicite les entreprises qui ont communiqué avec nous pour obtenir de plus amples renseignements. Nous nous réjouissons à l'idée d'approcher de façon proactive les entreprises pour lesquelles nos services d'éducation pourraient être bénéfiques. Les séances d'éducation sont offertes gratuitement et adaptées à chaque organisation ou entreprise.

En outre, nous encourageons les entreprises à créer des milieux de travail fondés sur la diversité et l'inclusion. Instaurer des politiques qui tiennent compte des besoins est une chose positive. Créer des milieux inclusifs qui intègrent la diversité avant même que le besoin n'apparaisse est encore mieux.

Appliquer les principes de conception universelle dans les plans de construction ou de rénovation permet au personnel et aux clients qui ont des besoins différents (p. ex. : fauteuils roulants ou poussettes) de sentir qu'ils sont les bienvenus. Il en va de même pour les horaires flexibles qui peuvent répondre aux besoins médicaux ou religieux sans que l'employé donne l'impression de bénéficier d'un « traitement de faveur ». Encourager les propriétaires d'entreprises, les gestionnaires et les superviseurs à être inclusifs est positif pour les employés, les clients et l'entreprise elle-même.

Cette année, le personnel et les commissaires ont été occupés à préparer la tenue de la Conférence nationale sur les droits de la personne 2019 (les 26 et 27 juin) à Charlottetown. Plus de 40 présentateurs ont été invités à parler d'éducation en matière des droits de la personne ainsi que de leurs expériences aux participants de l'Île et d'un peu partout au Canada.

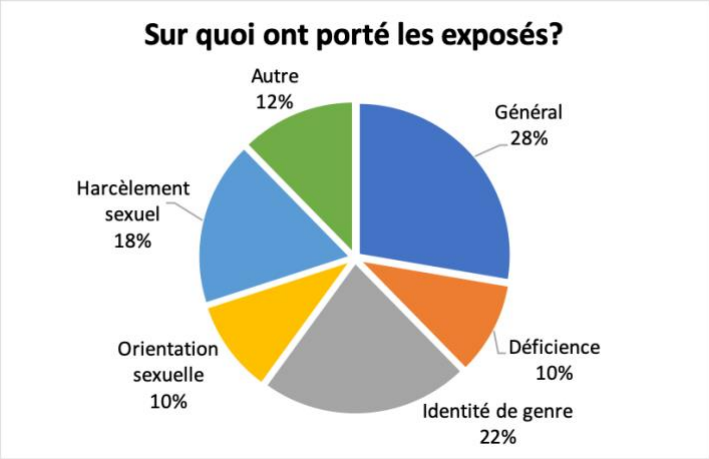
Rapport de l'agent de projet d'éducation

Thomas Hilton

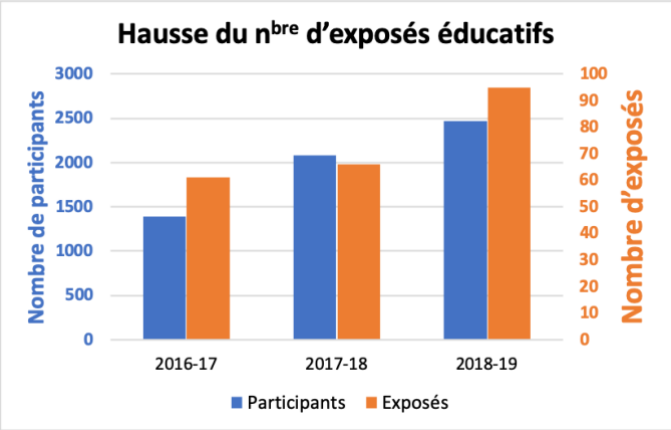
Au cours des trois derniers exercices financiers, la Commission a connu une augmentation spectaculaire du nombre d'exposés éducatifs. Ceux-ci sont offerts gratuitement à tout le monde.

La Commission attribue la hausse de ses activités de sensibilisation aux facteurs suivants :

- Embauche d'un agent de projet d'éducation contractuel à temps plein pour l'exercice 2018-2019;
- Augmentation de 64 % du nombre de demandes de formation sur le harcèlement sexuel;
- Augmentation de 280 % du nombre de demandes d'exposés sur l'identité et l'expression de genre de la part de diverses divisions de Santé Î.-P.-É. et de la Direction des écoles publiques de langue anglaise.



Les exposés sont d'ordinaire demandés par les organismes communautaires, les enseignants, les élèves et les employeurs, ou ils s'inscrivent dans le processus de règlement des plaintes. Cette année, la Commission a travaillé avec les écoles à l'élaboration de politiques et de pratiques exemplaires à l'appui de la diversité de genre chez les élèves et le personnel.



« La Direction des écoles publiques de langue anglaise est reconnaissante envers la Commission des droits de la personne pour les activités de développement professionnel éducatives proposées à ses directions et directions adjointes d'écoles cette année. Les trois séances ont été des plus précieuses et très bien accueillies par l'ensemble de notre personnel. C'est notre mandat d'offrir des environnements d'apprentissage sûrs, bienveillants et inclusifs à nos élèves et à notre personnel. Nous sommes heureux d'avoir la possibilité de travailler avec nos partenaires en vue d'aider les dirigeants de nos écoles à créer et à maintenir ces importants milieux d'apprentissage. »

- Parker Grimmer, directeur, Direction des écoles publiques de langue anglaise

Journée des droits de la personne 2018

En collaboration avec la ville de Stratford, le 10 décembre 2018, la Commission a souligné le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et célébré le nouveau billet vertical de 10 $ de la Banque du Canada qui est orné du portrait de Viola Desmond de Halifax, figure canadienne de la lutte pour les droits de la personne.

Après une prière prononcée par les anciennes Charlotte Morris et Margaret Labobe, de la Première Nation de Lennox Island, des présentations ont été faites par Monique Leblanc de la Banque du Canada ainsi que par des élèves et des enseignants des écoles secondaires Queen Charlotte Intermediate, Charlottetown Rural, Bluefield, Three Oaks et Francois-Buote. L'honorable Antoinette Perry s'est adressée à l'auditoire pour parler de son expérience.

« J'ai, dans le passé, été traitée de façon irrespectueuse lorsque je parlais français, et ça m'a blessée. Lorsque j'y réfléchis, je me demande si les gens ont pensé que je parlais d'eux, se sont sentis menacés et ont rétorqué en me lançant des remarques désobligeantes. Je crois sincèrement que les commentaires racistes reposent souvent davantage sur l'ignorance ou sur des faussetés plutôt que sur de mauvaises intentions. L'incompréhension peut conduire à la peur de l'inconnu qui, à son tour, peut engendrer l'injustice. Aujourd'hui, je célèbre la liberté de défendre mes droits et ceux des autres. J'estime qu'il est de mon devoir de promouvoir la fraternité entre tous les êtres humains. »

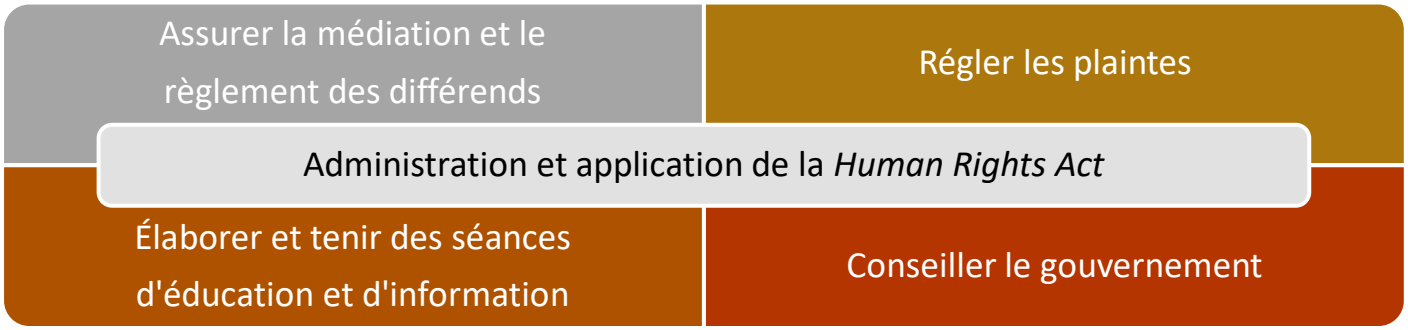
Prix de la Fête provinciale du patrimoine 2018

La Commission encourage les élèves à réfléchir aux enjeux liés aux droits de la personne. Nous avons fait 35 exposés dans des classes un peu partout dans la province. Nous avons également remis des prix lors de la Fête du patrimoine 2018 à des projets ayant pour thème les droits de la personne, en anglais et en français.

Défilé de la fierté de l'Î.-P.-É.

Il est important de manifester notre soutien aux populations de genre et de sexualité diversifiés de l'Î.-P.-É. Encore une fois, la Commission a collaboré avec la Mi'kmaq Confederacy en préparant un char allégorique pour la fierté. Un après-midi toujours des plus encourageants et inspirants !

Activités de la Commission



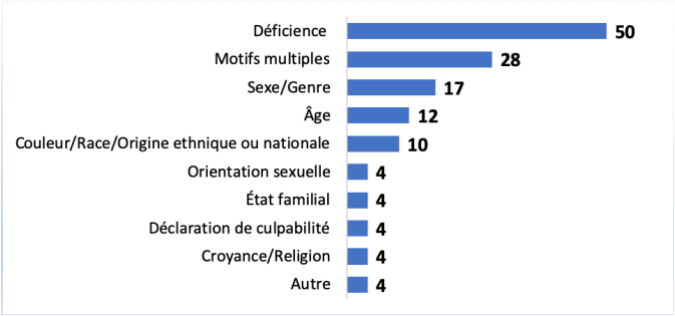
Administrer et appliquer la *Human Rights Act*

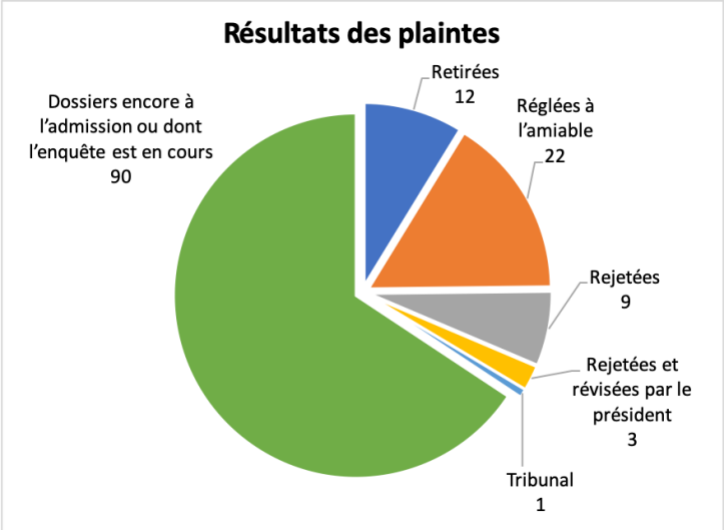
- Enquêter sur les plaintes;
- Essayer de régler à l'amiable les plaintes;
- Rejeter les plaintes, cesser de les traiter ou demander qu'elles fassent l'objet d'une audience;
- Régler les plaintes lors des audiences du comité ou du tribunal.

Cette année, 137 dossiers étaient ouverts à la Commission. Ces plaintes pour discrimination invoquaient les motifs suivants :

Médiation et règlement des différends

Un aspect essentiel de notre travail est le règlement des différends. La médiatrice/agente d'information de la Commission effectue une première évaluation du dossier afin de déterminer si les parties acceptent de discuter de la possibilité d'une médiation ou d'un règlement à l'amiable. Cette option est offerte à toutes les étapes du processus, aussi bien avant que la réponse à la plainte soit déposée qu'au moment de décider de soumettre ou non le dossier à un comité.





Au cours du présent exercice financier, vingt-deux (22) plaintes ont fait l'objet d'un règlement à la suite de la médiation ou d'un règlement à l'amiable. Quinze (15) de celles-ci étaient liées à l'emploi, quatre (4) concernaient le logement et trois (3) visaient les services offerts au public. La plupart de ces plaintes invoquaient le sexe ou le harcèlement sexuel comme motif de discrimination. De plus, douze (12) plaintes ont été retirées pour les motifs suivants : information mise au jour durant le processus de plainte, règlement informel ou abandon.

Élaborer et tenir des séances d'éducation et d'information

Veuillez consulter le rapport de l'agent de projet d'éducation pour obtenir plus de détails sur cet aspect de notre mandat. Une partie de nos activités d'éducation consiste à répondre aux questions relatives aux droits de la personne qui nous sont posées par téléphone, par courriel et en personne. Au cours de l'année, nous avons reçu plus de 500 demandes de renseignements.

Audience de règlement des plaintes

Aucune affaire n'a été soumise au comité.

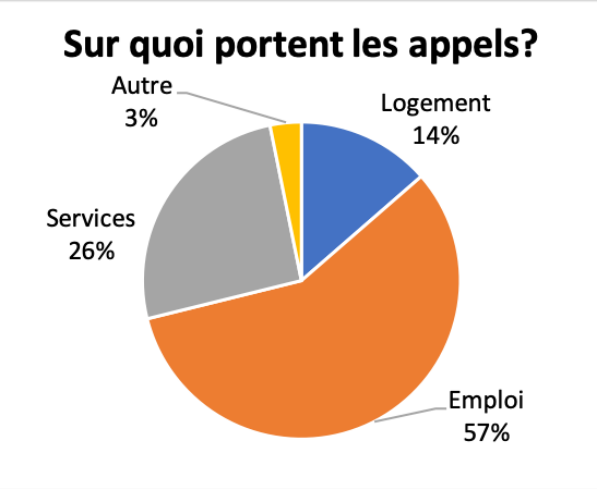
Une plainte a fait l'objet d'une révision judiciaire. Une décision a été rendue en décembre 2018. **Ayangma v. Eastern School Board & PEIHRC, 2018 PESC 52 (CanLII)**

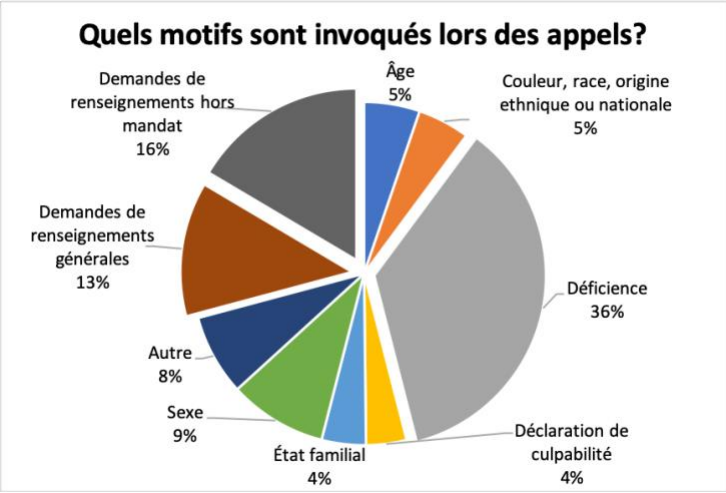
La décision a été portée devant la Cour d'appel et un jugement a été rendu en juillet 2019. **Ayangma v HRC & ELSB, 2019 PECA 20 (CanLII)**

Conseiller le gouvernement

La Commission conseille le gouvernement à propos de suggestions, de recommandations et de demandes présentées par des organisations privées et des particuliers. Par exemple, la Commission a conseillé le gouvernement sur les implications en matière de droits de la personne des difficultés qu'éprouvent les patients transgenres du point de vue de l'accès aux soins de santé.

Nous rendons également compte des affaires et des activités de la Commission au gouvernement.





Statistiques relatives aux plaintes 2018-2019

Quatre-vingts (80) dossiers ont été reportés des années précédentes et cinquante-sept (57) plaintes ont été reçues en 2018-2019, ce qui signifie que cent trente-sept (137) dossiers au total étaient ouverts. Au cours de cet exercice financier, quarante-quatre (44) plaintes ont été réglées, ce qui signifie que quatre-vingt-treize (93) plaintes ont été reportées à l'exercice 2019-2020.

Nombre de plaintes selon les domaines et les motifs							
	Reports des années précédentes			Reçues en 2018-2019			
Motif de discrimination	**Emploi et bénévolat**	**Services et commodités**	*** Autre et domaines multiples**	**Emploi et bénévolat**	**Services et commodités**	*** Autre et domaines multiples**	**Total**
Âge	2	3		4	1	2	12
Couleur, race, origine ethnique ou nationale	6		1	2	1		10
Croyance, religion	2	2					4
Déclaration de culpabilité				4			4
Déficience	21	7	3	11	8		50
État familial	2	1			1		4
Expression de genre, identité de genre		1					1
État matrimonial							
Opinion politique	1						1
Sexe (y compris harcèlement sexuel et grossesse)	9	1	1	4	1	1	17
Orientation sexuelle	1	1	1	1			4
Source de revenus						1	1
Dépôt d'une plainte, témoignage				1			1
Motifs multiples	7	5	2	8	3	3	28
Nombre total de plaintes	**51**	**21**	**8**	**35**	**15**	**7**	**137**

La plupart des plaintes concernaient le domaine de l'emploi, tandis que le motif de discrimination le plus fréquent était la déficience. C'est aussi le cas pour les demandes de renseignements reçues par la Commission. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le processus de plainte ou sur les activités d'éducation, veuillez consulter notre site Web : www.peihumanrights.ca

** La catégorie Autre et domaines multiples comprend : le logement, la location ou la vente de biens, la qualité de membre d'une organisation d'employés ou d'une organisation professionnelle, les publicités et les publications.*

Prince Edward Island Human Rights Commission

Financial Statements
March 31, 2019

ArsenaultBestCameronEllis
CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS

Management's Report

Management's Responsibility for the Financial Statements

The financial statements have been prepared by management in accordance with Canadian public sector accounting standards and the integrity and objectivity of these statements are management's responsibility. Management is responsible for the notes to the financial statements and ensuring that this information is consistent, where appropriate, with the information contained in the financial statements.

Management is responsible for implementing and maintaining a system of internal control to provide reasonable assurance that reliable financial information is produced.

The Board of Commissioners is responsible for ensuring that management fulfils its responsibilities for financial reporting and internal control. The Board reviews internal financial reports on a regular basis and externally audited financial statements annually.

The financial statements have been audited by Arsenault Best Cameron Ellis, independent external auditors appointed by the Commission. The accompanying Independent Auditor's Report outlines their responsibilities, the scope of their examination and their opinion on the financial statements.

On behalf of Prince Edward Island Human Rights Commission

Brenda J. Picard, Q.C.
Executive Director

June 18, 2019

ArsenaultBestCameronEllis
CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS

Member of The AC Group of Independent Accounting Firms

Chartered Professional Accountants & Business Advisors
Prince Edward Place
18 Queen Street, Suite 100
PO Box 455
Charlottetown, Prince Edward Island
Canada C1A 7L1
Telephone (902) 368-3100
Fax (902) 566-5074
www.acgca.ca

June 18, 2019

Independent Auditor's Report

To the Commissioners of Prince Edward Island Human Rights Commission

Opinion
We have audited the accompanying financial statements of Prince Edward Island Human Rights Commission, which comprise the statement of financial position as at March 31, 2019, and the statements of operations and accumulated surplus (deficit), changes in net financial assets (debt) and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Prince Edward Island Human Rights Commission as at March 31, 2019, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards.

Basis for Opinion
We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report.

We are independent of Prince Edward Island Human Rights Commission in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Information
Management is responsible for the other information. The other information comprises Management's Annual Report.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and will not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

Management's Annual Report is expected to be made available to us after the date of the auditor's report. If, based on the work we will perform on this other information, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact to those charged with governance.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements
Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian public sector accounting standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing Prince Edward Island Human Rights Commission's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate Prince Edward Island Human Rights Commission or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Prince Edward Island Human Rights Commission's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements. As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of Prince Edward Island Human Rights Commission's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on Prince Edward Island Human Rights Commission's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause Prince Edward Island Human Rights Commission to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Other Matters

The financial statements of the Prince Edward Island Human Rights Commission for the year ended March 31, 2018 were audited by another auditor who expressed an unmodified opinion on those financial statements on June 19, 2018.

Arsenault Best Cameron Ellis

Chartered Professional Accountants

Prince Edward Island Human Rights Commission

Statement of Financial Position

As at March 31, 2019

	2019 $	2018 $
Assets		
Financial assets		
Cash	2,455	45,212
Accounts receivable (note 3)	2,480	825
Grants receivable - Province of Prince Edward Island (note 5)	30,000	-
	34,935	46,037
Liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities (note 4 and 5)	21,991	45,135
Net financial assets	16,001	902
Contingent liabilities (note 9)		
Non-financial assets		
Prepaid expenses	3,196	6,110
Tangible capital assets (note 10)	3,058	-
	6,254	6,110
Accumulated surplus	19,197	7,012

Approved on behalf of the Prince Edward Island Human Rights Commission

Chairman

Deborah Gross Commissioner

Prince Edward Island Human Rights Commission

Statement of Operations and Accumulated Surplus (Deficit)

For the year ended March 31, 2019

	Budgeted (Unaudited) $	2019 $	2018 $
Revenue			
Grants - Province of Prince Edward Island (note 5)	493,000	470,000	440,821
Other grants	10,000	8,255	33,150
In-kind contributions (note 8)	-	5,000	-
	503,000	483,255	473,971
Expenses			
Commissioner per diems	32,000	14,003	17,314
Conferences and training	5,500	4,016	4,058
Equipment	2,000	2,345	2,205
Hearing expenses	3,000	-	-
Dues and fees	3,300	3,888	3,873
Miscellaneous	2,500	1,498	1,459
Office and special projects	10,000	13,385	11,870
Photocopying	5,000	4,328	3,459
Professional fees	1,600	3,275	300
Project - Canada 150	-	-	30,000
Rent	23,000	23,000	23,000
Salaries and benefits (notes 5, 7 and 8)	398,400	386,809	344,469
Travel - staff	7,000	7,133	3,662
- commissioners	7,500	4,873	5,654
Telephone	2,200	2,177	2,244
Amortization		340	-
	503,000	471,070	453,567
Annual surplus	-	12,185	20,404
Accumulated surplus (deficit) - Beginning of year		7,012	(13,392)
Accumulated surplus - End of year		19,197	7,012

Prince Edward Island Human Rights Commission

Statement of Changes in Net Financial Assets (Debt)

For the year ended March 31, 2019

	2019 $	2018 $
Net financial assets (debt) - Beginning of year	902	(16,355)
Annual surplus	12,185	20,404
Decrease (increase) in prepaid expenses	2,914	(3,147)
	15,099	17,257
Net financial assets - End of year	16,001	902

Prince Edward Island Human Rights Commission

Statement of Cash Flows

For the year ended March 31, 2019

	2019 $	2018 $
Cash provided by (used in)		
Operating activities		
Annual surplus	12,185	20,404
Item not affecting cash		
Amortization	340	-
	12,525	20,404
Net change in non-cash working capital items		
Increase in accounts receivable	(1,655)	(94)
Increase in grants receivable - Province of Prince Edward Island	(30,000)	-
Increase (decrease) in accounts payable and accrued liabilities	(23,144)	3,048
Decrease (increase) in prepaid expenses	2,914	(3,147)
	(39,360)	20,211
Investing activity		
Purchase of tangible capital assets	(3,397)	-
Increase (decrease) in cash	(42,757)	20,211
Cash - Beginning of year	45,212	25,001
Cash - End of year	2,455	45,212

1 Purpose of the Organization

The Prince Edward Island Human Rights Commission (the Commission) is a corporate body established under section 16(1) of the Human Rights Act of Prince Edward Island. The Commission is responsible for administering and enforcing the *Human Rights Act* and providing education and public information in the field of human rights. The Commission also inquires into and endeavours to effect a settlement of any complaint of a violation of the *Human Rights Act* filed with the Commission as prescribed by the Act.

The Commission is a non-taxable entity under the provisions of the federal *Income Tax Act*.

2 Summary of significant accounting policies

Basis of accounting

These financial statements have been prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards. Since the Commission has no unrealized remeasurement gains or losses attributed to foreign exchange, derivatives, portfolio investments, or other financial instruments, a statement of remeasurement gains and losses is not prepared.

a) Cash

Cash consist of balances on deposit with a financial institution.

b) Accounts receivable

Accounts receivable are recorded at cost less any specific provision when collection is in doubt.

c) Prepaid expenses

Prepaid expenses are charged to expense over the periods expected to benefit.

d) Accounts payable and accrued liabilities

Accounts payable and accrued liabilities are recorded for all amounts due for work performed and goods or services received during the year.

e) Tangible capital assets

Tangible capital assets are recorded at cost provided the threshold of $2,000 is met. Tangible capital assets purchased that do not meet the threshold are expensed.

The cost of tangible capital assets is amortized on a straight-line basis over their estimated useful life as follows:

Computer - hardware	5 years

Amortization is calculated at one-half of the normal annual rate in the year of acquisition; no amortization is recorded in the year of disposal.

f) Revenues

Transfers from the Province of Prince Edward Island (revenues from non-exchange transactions) are recognized as revenue when the transfer is authorized, any eligibility criteria are met, and a reasonable estimate of the amount can be made.

Revenues from other grants are recognized in the period in which the transaction or event that gave rise to the revenue occurred. Revenues are recorded on an accrual basis, except when the accruals cannot be determined with a reasonable degree of certainty or when their estimation is impracticable.

g) Expenses

Expenses are recorded an accrual basis in the period in which the transaction or event that gave rise to the expense occurred.

h) Financial instruments

(i) Measurement of financial instruments

Prince Edward Island Human Rights Commission's financial instruments consist of cash, accounts receivable, grants receivable - Province of Prince Edward Island and accounts payable and accrued liabilities.

The Commission initially measures its financial assets and financial liabilities at fair value adjusted by, in the case of a financial instrument that will not be measured subsequently at fair value, the amount of transaction costs directly attributable to the instrument. This fair value amount is then deemed to be the amortized cost of the financial instrument.

The Commission subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost.

(ii) Impairment

For financial assets measured at cost or amortized cost, the Commission determines whether there are indications of possible impairment. When there is an indication of impairment, and the Commission determines that a significant adverse change has occurred during the period in the expected timing or amount of future cash flows, a write-down is recognized in annual surplus. A previously recognized impairment loss may be reversed to the extent of the improvement. The carrying amount of the financial asset may not be greater than the amount that would have been reported at the date of the reversal had the impairment not been recognized previously. The amount of the reversal is recognized in annual surplus.

(iii) Risks

Transacting in financial instruments exposes the Commission to certain financial risks and uncertainties. These risks include:

a) Credit risk: The Commission is exposed to credit risk in connection with the collection of its accounts and grants receivable. The Commission mitigates this risk by performing continuous evaluation of its accounts and grants receivable.

b) Liquidity risk: The Commission's exposure to liquidity risk is dependent on the collection of accounts and grants receivable or raising of funds to meet commitments and sustain operations. The Commission controls liquidity risk by management of working capital and cash flows.

i) Use of estimates

The preparation of these financial statements in conformity with Canadian public sector accounting standards requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities, the disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the period. Significant items subject to such estimates and assumptions include the valuation of accounts and grants receivable and the estimated life of tangible capital assets. Actual results could differ from those estimates.

3 Accounts receivable

	2019 $	2018 $
Accounts receivable	435	-
HST receivable	2,045	825
	2,480	825

4 Accounts payable and accrued liabilities

	2019 $	2018 $
Accounts payable and accrued liabilities	7,887	759
Province of Prince Edward Island (note 5)	-	36,095
Accrued vacation pay	14,104	8,281
	21,991	45,135

5 Related party transactions

The Commission had the following transactions with the Province of Prince Edward Island:

	2019 $	2018 $
Grants from the Province	470,000	440,821
Other grants	-	5,000
	470,000	445,821

There is a grant receivable - Province of Prince Edward Island in the amount of $30,000 at March 31, 2019 (2018 - nil) and payable to the Province of Province Edward Island for nil at March 31, 2019 (2018 - $36,095). Included in salaries and benefits is salary expense of $58,551 (2018 - $118,169) and benefit expenses of $9,629 (2018 - $20,378) related to staff seconded from the province.

6 Contractual obligations

The minimum aggregate lease payments for operating leases over the next three years are as follows:

	$
Year ending March 31, 2020	25,820
2021	24,410
2022	5,750

7 Employee Benefits

(a) Sick Leave

All employees are credited 1.5 days per month for use as paid absences in the year, due to illness or injury. Under existing employment agreements, employees are allowed to accumulate unused sick day credits each year up to the allowable maximum. With approval, accumulated credits may be used in future years to extent that the employee's illness or injury exceeds the current year's allocation.

(b) Pension Benefits

Civil Service Superannuation Fund pension plan
Effective April 1, 2018, employees of the Commission began to participate in the Province of Prince Edward Island's Civil Service Superannuation Plan (the Plan) which is a multi-employer defined benefit pension plan. The Commission made contributions of $22,940 in fiscal 2019 to match employee contributions to the plan of 8.09% of their pensionable salary up to the year's maximum pensionable earnings plus 9.75% of pensionable salary in excess of the year's maximum pensionable earnings. Any unfunded liability is the responsibility of the Province of Prince Edward Island and therefore no liability has been recognized in these financial statements.

Defined contribution pension plan
Employees of the Commission participated in a defined contribution pension plan until March 31, 2018. The Commission made contributions amounting to 8.09% on that part of the salary on which Canada Pension Plan contributions were made and 9.75% on salary when Canada Pension Plan contributions were not required. These contributions were paid to a Registered Retirement Savings Plan (RRSP) as selected by the employee. The plan is managed by the employees.

(c) Retirement Allowances

The Commission provides a retirement allowance to its permanent employees. The amount paid to eligible employees at retirement is equal to one week's pay for every year of service to a maximum of 30 weeks. The benefit costs and liabilities related to the allowance are the responsibility of the Commission. The province has agreed to fund these liabilities and accordingly the Commission has not estimated the liability and no liability has been recognized in these financial statements.

8 In-kind contributions

During the year the Commission received in-kind contributions for salaries and benefits expenses in the amount of $5,000 (2018 - nil).

9 Contingent liabilities

(a) Sick leave

The use of accumulated sick days for sick leave compensation ceases on termination of employment and there is no obligation to settle these amounts with cash payments. Consequently, no liability has been recorded in these financial statements for sick leave.

However, there is a contingent liability for unused sick leave time during employees' working years. At March 31, 2019, this contingent liability for accumulated but unused sick leave was $172,685.

(b) Legal matters

The Commission is named as Plaintiff in a Statement of Claim dated September 21, 2018. No liability has been accrued as there is no financial amount claimed in the action. The matter is being handled by the Province's Risk Management and Insurance.

10 Tangible capital assets

A continuity of tangible capital assets for the year ended March 31, 2019 is as follows:

Cost

	Balance at March 31, 2018	Additions	Transfers/ disposals	Balance at March 31, 2019
Computer hardware	-	3,398	-	3,398

Accumulated amortization

	Balance at March 31, 2018	Additions	Transfers/ disposals	Balance at March 31, 2019
Computer hardware	-	340	-	340
Net book value	-			3,058